



» OPINIONS » FAITES LA DIFFÉRENCE

# Les familles québécoises ne peuvent pas se passer des éducatrices: il est temps que l'injustice salariale cesse

**MARIO RANALLO ET MARIE-CHRISTINE GUAY**

Samedi, 5 avril 2025 00:00

MISE À JOUR Samedi, 5 avril 2025 00:00

Cinq mois se sont écoulés depuis notre dernière lettre ouverte sur les conditions de travail des éducatrices qualifiées de la petite enfance, et, malheureusement, rien n'a changé. Les négociations stagnent, les éducatrices continuent de quitter le réseau. Face à cette inaction, une question s'impose: comment expliquer que l'on continue de sous-payer un métier aussi essentiel, exercé presque exclusivement par des femmes, sans parler de sexisme systémique?

Le travail des éducatrices, exercé à 96% par des femmes, exige une formation collégiale de trois ans, une vigilance constante, une intelligence émotionnelle exceptionnelle et une capacité à détecter rapidement les besoins des enfants pour les accompagner avec professionnalisme. Un très beau métier, humain, porté par la passion, mais exercé dans des conditions qui ne lui rendent pas justice.

Les études sont claires: un personnel qualifié améliore la préparation des enfants à l'école, réduit le décrochage scolaire, favorise l'employabilité à l'âge adulte, et contribue à une baisse de la criminalité. Ce travail essentiel,

qui repose sur des compétences spécialisées, exige trois années d'études, et pourtant, le salaire d'entrée de 21,60\$/h n'a pas augmenté depuis trois ans – un taux pourtant inférieur à celui d'un préposé d'entrepôt à la SAQ. Le salaire des éducatrices qualifiées en milieu scolaire, qui ont la même formation et offrent la même prestation de travail, mais avec moins de responsabilités, est supérieur de 22%.

## **Plus qu'une vocation**

Les éducatrices sont aux prises avec plusieurs risques professionnels bien réels: maux de dos dus aux changements de couche répétitifs, maladies infectieuses fréquentes comme la gastro, la COVID-19, le streptocoque et l'influenza. Les risques psychologiques sont tout aussi présents. Travailler avec des enfants ayant des besoins particuliers ou auprès d'enfants de familles en difficulté, sans soutien suffisant, peut entraîner l'épuisement. Une seule inattention peut avoir des conséquences dramatiques. On attend d'elles une perfection silencieuse, une patience inépuisable, et une vigilance sans faille. Cette pression constante peut avoir des conséquences sur la santé des éducatrices et sur l'exode des éducatrices qualifiées que nous observons dans le milieu.

Cette injustice n'est pas un accident. On perçoit encore trop souvent ce métier comme une extension du rôle maternel, plutôt que comme un pilier éducatif exigeant une formation rigoureuse. C'est ce qu'on appelle le sexisme systémique. Un sexisme qui ne s'exprime pas par des paroles, mais par des décisions qui maintiennent des écarts de traitement que rien ne justifie.

Cette injustice salariale n'est pas le fruit du hasard, elle est le résultat de biais implicites évoquant un problème de sexisme systémique. Le système judiciaire s'est d'ailleurs déjà prononcé plusieurs fois sur le sujet – en Cour supérieure et en Cour d'appel – pour discrimination fondée sur le sexe, décisions auxquelles le gouvernement du Québec s'oppose.

## **Faire mieux**

Même le Vérificateur général du Québec, dans son rapport de l'an dernier, souligne que l'amélioration des conditions de travail est une responsabilité directe du ministère de la Famille. Le gouvernement refuse pourtant de reconnaître qu'offrir l'équité avec les éducatrices qualifiées en milieu scolaire, c'est le minimum.

Nous, propriétaires de garderies, exprimons notre soutien indéfectible à nos éducatrices. Ce qu'elles vivent n'est pas le fruit d'un désaccord budgétaire, c'est le reflet d'un système qui continue de dévaloriser le travail des femmes. Elles méritent mieux. Elles méritent du respect. Et ce respect commence par une véritable justice salariale.



PHOTO FOURNIE PAR LA RGPQ

***Mario Ranallo,  
président du Rassemblement des  
garderies privées du Québec (RGPQ)***

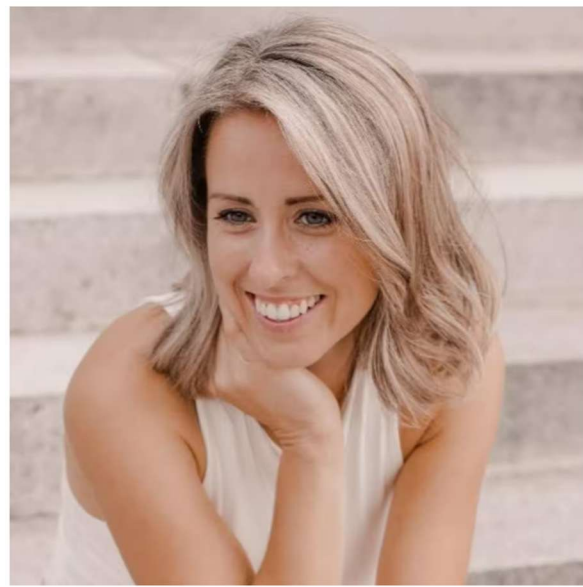


PHOTO FOURNIE PAR RGPQ

***Marie-Christine Guay,  
vice-présidente du RGPQ***